



Isabelle Harsch, CEO de la société Harsch, est venue avec trois autres entrepreneurs exposer ses arguments. Keystone

Taxer les héritages? Les PME alertent à leur tour sur le danger

Initiative Des patrons font part des risques d'une acceptation du texte. L'énergie déployée par la droite et les faïtières économiques pour la campagne étonne.

Florent Quiquerez

L'initiative «pour l'avenir» est un OVNI politique. Pas tant sur le fond – que la gauche veuille taxer les riches pour lutter contre la crise climatique ne surprend personne – mais sur la forme. Rairement un scrutin n'aura suscité une telle fronde. Ce lundi, EconomieSuisse, l'USAM et Swissmem ont organisé une nouvelle conférence. Or la votation n'aura lieu que le 30 novembre. En réalité, cela fait plus d'un an, que la droite et les faïtières économiques tirent la sonnette d'alarme sur ce texte.

Avant de revenir sur leurs arguments, il faut rappeler ce que prévoit l'initiative. Lancée par la Jeunesse socialiste, elle demande de taxer les gros héritages. L'idée: imposer à un taux de 50% toute succession ou donation, qui dépasse les 50 millions. L'argent récolté – environ 6 milliards – servirait ensuite à financer la lutte contre le changement climatique. 2500 personnes seraient concernées en Suisse.

Un autogoaal pour certains

Ce lundi, quatre patrons de PME ont tenu à mettre les points sur les i et démontrer au travers de leur expérience personnelle à quel point le texte serait dangereux. Bien plus que de simplement «taxer les superriches», le texte «provoquerait des ventes d'entreprises, des pertes de savoir-faire et d'important manque à gagner fiscaux».

Bernhard Emch est le directeur de l'entreprise qui accueille l'événement. Il emploie 240 employés. Son domaine: les ascenseurs haut de gamme. «Nous sommes une entreprise avec de grands ateliers et un parc de machines spécialisées. Notre fortune réside dans les brevets et dans l'entreprise, et non sur un compte ban-

caire», explique-t-il. Si l'initiative passe, il n'aurait guère de choix au moment de passer la main. «Les actifs de l'entreprise n'étant pas liquides, la seule solution consisterait à vendre des parts de l'entreprise, voire la société tout entière.» Un cas qui n'est pas isolé. Un sondage de Swissmem montre que cette option serait retenue par 28% des membres de la faïtière.

Isabelle Harsch est la PDG de l'entreprise Henri Harsch HH SA, active dans le déménagement d'œuvres d'art. Des quatre entrepreneurs, elle est la seule qui ne serait pas concernée personnellement par l'initiative. «Mais il m'est très facile d'imaginer à quel point ce texte inquiète les entreprises qui sont simplement plus grandes que la mienne.» Selon elle, cette initiative freine aussi la volonté d'entreprendre. «J'ai dû beaucoup m'investir quand j'ai repris l'entreprise. Mon envie, c'est de vouloir la développer. Pas pour devenir riche ou puissante, mais pour pérenniser son avenir. Mais si on sait qu'il existe un plafond financier à partir duquel toute transmission deviendra compliquée, cela n'encourage pas l'entrepreneuriat.»

À ses côtés, Marco Sieber est copropriétaire et président du conseil d'administration de SIGA, qui produit notamment des rubans adhésifs. Il parle d'un autogoaal pour les entreprises directement touchées, mais pas seulement. «Si les entreprises concernées sont vendues ou délocalisées, la Suisse perdra des commandes et des recettes fiscales. Les PME en subiront directement les conséquences.» Une perspective d'autant plus inquiétante alors que les entreprises exportatrices sont déjà fragilisées par les droits de douane américains.

«Si les entreprises concernées sont vendues ou délocalisées, la Suisse perdra des commandes et des recettes fiscales.»

Marco Sieber
Copropriétaire et président du conseil d'administration de SIGA

Ce discours, bien qu'il sorte cette fois de la bouche de personnes directement touchées, n'est pas nouveau. Voilà plus d'un an que l'initiative de la Jeunesse socialiste est régulièrement fustigée par les milieux économiques et la droite.

La première montée de fièvre a eu lieu en juillet 2024. Peter Spuhler, propriétaire de Stadler Rail, lâchait alors en une de la «SonntagsZeitung»: «la Jeunesse socialiste me force à m'expatier». La patronne d'Ems-Chemie, Magdalena Martullo-Blocher (UDC/GR), emboîtait le pas en affirmant que l'initiative n'est rien de moins qu'un programme de démantèlement des grandes entreprises suisses. «Les premiers millionnaires ont déjà déménagé par peur de l'initiative de la Jeunesse socialiste», s'inquiétait enfin Elisabeth Schneider-Schneiter (Le Centre/BL), pour qui ce «bashing des riches est insupportable».

Le deuxième épisode a eu lieu en décembre lorsque Karin Keller-Sutter est venue dire pourquoi le Conseil fédéral s'opposait à l'initiative. Une intervention rare, à ce stade du traitement d'un tel objet. La ministre des Finances présentait alors une étude réalisée par l'Université de Lausanne, qui montrait ses effets contreproductifs. Sachant qu'en Suisse, on estime à 2500 le nombre des personnes qui possèdent une fortune de plus de 50 millions, l'initiative permettrait – en théorie – de récolter entre 2,5 et 5 milliards par année. Le problème est que le texte en ferait fuir une partie. En résumé, entre 49 et 74% des superriches quitteraient la Suisse en emportant 77 à 93% du substrat fiscal visé.

Rassurer les concernés

Le dernier épisode s'est joué en février de cette année. Un comité interpartis – composé d'élus de premier plan – avait carrément invité les médias pour lancer la campagne du non. Et ce, alors que l'initiative n'était pas encore à l'agenda d'une quelconque votation. L'idée, selon eux, était d'envoyer très tôt un message rassurant aux entrepreneurs qui, en raison de la clause de rétroactivité prévue par l'initiative, pourraient être tentés de quitter le pays.

Questionné ce lundi, sur ce qui pourrait ressembler à une forme d'acharnement un brin exagéré face à un texte qui ne devrait pas avoir de grandes chances de passer, les intervenants ont répété leur envie d'envoyer «un signal fort» contre cette initiative. «On ne peut pas nous reprocher de vouloir nous engager», appuie Isabelle Harsch.

Ce n'est toutefois pas la seule raison. Pour les partis de droite et les faïtières économiques, cette campagne est aussi une façon assez simple de prouver aux entreprises leur soutien. Mais également une manière de se racheter auprès des patrons, après avoir échoué à empêcher l'initiative sur l'acceptation de la 13^e rente AVS.